

[Text]

study was carried out through April to June, one year ago. The procedure we used was to conduct extensive interviews with people both inside and outside government, with heavy reliance on evaluations and program reviews currently under way, as well as studies which have been done in the past. There have been major studies in the area of government management, as you know, such as the Lambert commission and the Glassco commission.

In our deliberations, we tried as much as possible to avoid political implications of the things we were looking at. We approached it from an independent and we hoped somewhat clinical point of view. The report we prepared basically outlines savings we think can be obtained from the procurement process and also points to ways in which the secondary benefits of government procurement can be maximized for the country. By way of background information, in a broad context what we were looking at, using the year of 1984-85 as a statistical base, were goods and purchases that in total valued something in the order of \$7 billion. In dividing them in categories of value, there were values of individual procurements less than \$2 million representing about half and procurements over \$2 million representing half. We have about \$2 billion worth of services. This results in an overall procurement package of about \$9 billion. That is what the federal government procures in a year.

• 1115

Breaking down the way services and goods are obtained, let us first look at goods. As you know, the Department of Supply and Services is effectively the purchasing agent of the government. They employ some 2,800 people directly in the area of purchase. Individual departments also have large numbers of people involved in the purchasing and procurement functions who are purchasing directly and acting as departmental interfaces with the Department of Supply and Services.

There are a large number of transactions or purchases, over two million in a year. As you would expect, the ratio of numbers of procurements to their size is essentially an inverse relationship. There is a huge number of inexpensive items and very few large purchases in a year. Services, on the other hand, are generally obtained directly by departments, with the exception of some of the larger service contracts, which go through the Department of Supply and Services. One of the things we observed was that at the time we were doing the study there was really no central inventory or record of the broad scope of services that were and are being procured by the government.

[Translation]

autres groupes d'étude, le nôtre était composé de représentants du secteur privé et du secteur public. Notre étude a été effectuée entre le mois d'avril et le mois de juin de l'année dernière. Nous avons procédé à de nombreuses entrevues, dans le secteur public aussi bien que dans le secteur privé, en utilisant comme référence constante les évaluations et les études de programmes en cours, ainsi que les études réalisées dans le passé. En effet, vous n'ignorez pas que des études importantes ont été consacrées à la question des acquisitions du gouvernement, notamment la Commission Lambert et la Commission Glassco.

Au cours de nos délibérations, nous avons essayé, dans la mesure du possible, d'éviter d'aborder les ramifications politiques des programmes que nous examinons. Nous nous sommes donc efforcés d'effectuer une étude aussi indépendante que possible et nous espérons que nous avons réussi à disséquer objectivement, si l'on peut dire, les programmes que nous étions chargés d'examiner. Notre rapport présente les économies qu'il est possible de réaliser dans toute la procédure des acquisitions et décrit les différentes façons d'optimiser, dans l'intérêt du public, les retombées positives des acquisitions du gouvernement. Vu le contexte très général dans lequel nous devons travailler, nous avons choisi, comme point de départ de notre étude, les statistiques se rapportant à 1984-1985, année pendant laquelle les biens achetés par le gouvernement représentaient un total approximatif de 7 milliards de dollars. La moitié de cette somme correspondait à des acquisitions de moins de 2 millions de dollars chacune, et l'autre moitié, à des acquisitions de plus de 2 millions de dollars chacune. Quant aux services, ils représentaient environ 2 milliards de dollars, ce qui fait une facture totale d'environ 9 milliards de dollars en ce qui concerne les acquisitions annuelles du gouvernement fédéral.

Nous avons donc ces deux grandes catégories d'acquisitions, soit les biens et les services. Commençons par les biens. Comme vous le savez, le ministère des Approvisionnement et Services procède aux acquisitions au nom du gouvernement. Il emploie environ 2,800 personnes dans les services d'achat. Dans les autres ministères, un grand nombre de fonctionnaires s'occupent eux aussi d'achats et d'acquisitions et, au nom de leurs ministères respectifs, procèdent directement à ces acquisitions avec le ministère des Approvisionnement et Services.

Le nombre de transactions ou d'acquisitions dépasse les 2 millions par an. Comme vous pouvez vous en douter, le nombre de ces acquisitions est inversement proportionnel à leur coût individuel, de sorte que, pour une année donnée, le nombre d'acquisitions peu coûteuses est considérable, alors que celui des gros achats est très limité. Pour ce qui est des services, ce sont généralement les ministères qui les retiennent directement, à l'exception de certains contrats de services plus importants, qui doivent alors passer par le ministère des Approvisionnement et Services. À l'époque où nous avons effectué cette étude, nous avons constaté qu'il n'y avait pas vraiment de répertoire ou de registre central des différents types de services sous-traités par le gouvernement.